

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 6 au 12 mars 2017

---

édito :

**décrypter les programmes de la réaction**

articles :

**MACRON**

**candidat de la finance**

**SNCF**

**profits et austérité**

**MIGRANTS**

**Malte ou le sommet de l'abandon**

## Décrypter les programmes de la réaction

L'ouvrage *Front national : l'imposture. Droite : le danger* (Editions de l'Atelier, 6 euros) de Pierre Laurent, Alain Hayot et Marc Brynhole, sort le 9 mars prochain.

Aujourd'hui il est utile de travailler sur les programmes des candidats, de les faire comprendre, de les décrypter. En l'occurrence le programme de Marine Le Pen qui trompe, joue sur les mots. Avec elle, le débat politique est plutôt fuyant ; alors il faut redonner les clés de son discours. Et donner aussi les clés du discours et du programme de François Fillon. Avec les affaires juridico-familiales de ce dernier, l'actualité a laissé un peu de côté le contenu de ce qu'il proposait. Or c'est un programme de droite qui est une véritable guerre au monde du travail.

Il est bon de décrypter les programmes, de donner du sens pour permettre à un public de lecteurs, de militants d'avoir des outils pour être en capacité de combattre ces idées, argument après argument. Dans ce livre ont été choisis dix points du programme de l'un, dix points du programme de l'autre.

D'ailleurs, certains éléments se recoupent ; on constate que des passerelles, demain, pourraient intervenir entre ces deux formations, entre une droite dure et réactionnaire et l'extrême droite. Donc dix points qui peuvent concerner la Sécurité sociale pour l'un, la question de la laïcité pour l'autre, ce qu'ils disent dans leur programme et comment on décrypte ces propos à l'aide de documents, une démonstration précise pour démontrer ces propositions, donner à voir le dessous des cartes.

C'est un livre mode d'emploi, un livre outil pour les militants mais pas seulement ; c'est un livre qui sera utile dans la campagne qui vient pour ne pas se laisser emporter par l'idée, entendue parfois, qu'on ne peut pas combattre Marine Le Pen, ou qu'on ne pourrait la combattre qu'avec l'identification au fascisme. On peut la combattre à partir de la réalité telle qu'elle est aujourd'hui. En fait, ni Fillon, ni Le Pen ne sont en capacité de répondre à la crise profonde que traverse notre pays.

Pire, ils nous conduiraient dans des difficultés accrues. Pour Marine Le Pen, c'est le libéralisme poussé très loin. Pour François Fillon, c'est une politique de droite très dure pour le monde du travail, très ancrée dans des idées réactionnaires rétrogrades, nous ramenant loin en arrière, avant les conquêtes de la Libération, avant celles du Front populaire. C'est une espèce de revanche historique sur le monde ouvrier. Tous les deux nous tracent un chemin qui n'est vraiment pas un chemin de sortie de crise.

Il y a une tromperie sociale de Marine Le Pen, car finalement la préférence nationale, ou priorité nationale, ne résoudra en rien le poids et les pouvoirs du monde de la finance, un monde que Le Pen ne touche jamais■

## MACRON

# candidat de la finance

**Le programme économique d'Emmanuel Macron en dit long sur la détermination du candidat des puissances de l'argent – sur ce point, François Bayrou avait vu juste – à dépecer l'État social et les politiques publiques de solidarité.**

De quoi Macron est-il le nom ? D'un vieux projet porté par les forces patronales les plus réactionnaires du pays dont l'objectif est de mettre la main sur le pouvoir politique et la puissance publique pour des intérêts privés.

Après avoir annoncé la suppression des actifs financiers du calcul de l'assiette de l'ISF, Emmanuel Macron se montre encore plus obséquieux que Fillon vis-à-vis des marchés financiers et de l'Allemagne de Merkel et Schaüble. Il faut dire qu'il les connaît bien. Comme secrétaire général adjoint de l'Élysée au début du quinquennat Hollande, c'est lui qui conduisait la délégation française pour ne pas

renégocier le Traité budgétaire européen. Il s'applique donc aujourd'hui, avec le respect des 3% de déficit, les 120 000 postes de suppressions de fonctionnaires et 60 milliards de baisse dans la dépense publique, à envoyer le message d'une France acceptant une austérité toujours plus aggravée.

Avec Macron, le capital peut dormir tranquille et même faire de très beaux rêves. Le bon élève coche toutes les cases les unes après les autres : la flexibilisation du marché du travail, la baisse des cotisations patronales de 6 points financée en partie par une hausse de la CSG, une pression autoritaire exercée sur les demandeurs d'emploi. Par contre, on ne trouve absolument rien pour changer le comportement des banques et la politique monétaire.

Le meilleur chemin à prendre pour ne pas avoir Macron/Bayrou face à Marine Le Pen est un rassemblement des forces de gauche et écologistes sur des solutions fortes, dont la mise en œuvre dès le début d'une prochaine mandature permettrait un vrai changement ■

**SNCF**

## profits et austérité

**Deux informations émanant de l'entreprise ferroviaire. D'un côté, elle annonce avoir réalisé un bénéfice net de 567 millions d'euros et de l'autre, elle confirme avoir supprimé plus de 1800 postes en France et freiné les augmentations de salaire.**

La SNCF a laissé derrière elle sa perte colossale de 2015 pour retrouver la rentabilité en 2016, grâce notamment à d'importants gains de productivité et à la croissance de ses activités internationales.

La SNCF a « fait face à un environnement épouvantable », entre inondations, grèves, attentats, et difficultés dans certains secteurs économiques, a commenté à l'AFP le président du conseil de surveillance, Frédéric Saint-Geours. Coût estimé de ces événements : 700 millions d'euros. Mais « on a fait 825 millions (d'euros) de progrès de productivité, assez largement au-dessus de ce qu'on s'était fixé », soit 750 millions, a-t-il fait valoir.

Le chiffre d'affaires a quant à lui augmenté de 2,8% à 32,3 milliards d'euros, tiré notamment par une acquisition aux États-Unis. En tout, un tiers du chiffre d'affaires du groupe est réalisé à l'international. Le montant total des investissements s'élève à 8,6 milliards d'euros – dont 90% en France – en hausse par rapport à 2015 (8,2 milliards), mais légèrement en-deçà des 9 milliards prévus. Parmi ces investissements, 5,2 milliards ont été consacrés au réseau, un niveau « pas vu depuis 40 ans », a commenté auprès de l'AFP le président de SNCF/Réseau, Patrick Jeantet.

Mais ces chiffres mirobolants s'accompagnent d'une autre réalité. La SNCF a supprimé au moins 1 800 postes dans ses activités ferroviaires en France en 2016, au

moyen de départs en retraite non remplacés, surtout dans sa branche Mobilités, qui exploite les trains. « Il y a eu, pour l'ensemble du groupe public ferroviaire, de l'ordre de 1 800 à 2 000 départs non remplacés », a déclaré Guillaume Pepy, président de la SNCF et de la branche Mobilités, ce lundi 27 février lors d'une conférence de presse consacrée aux résultats annuels du groupe.

Le groupe public ferroviaire est composé de SNCF/Mobilités (trains et gares), SNCF/Réseau (construction et entretien des voies) et de la holding de tête SNCF, qui pilote l'ensemble. « Nous avons fait des efforts de productivité sur les effectifs. À Mobilités, nous n'avons pas remplacé 1 600 départs », a précisé M. Pepy. C'est un peu moins que les 1 700 suppressions programmées, a-t-il été relevé. L'opérateur ferroviaire a dans le même temps appliqué « une politique salariale particulièrement rigoureuse », marquée par une « deuxième année sans mesure générale » d'augmentation, afin de limiter « l'évolution du coût moyen (par) agent (qui) a été pour la première fois inférieure à 1% », a-t-il ajouté.

À l'inverse, Réseau a enregistré « un accroissement de 300 (postes) à fin décembre », a indiqué son PDG Patrick Jeantet. C'est moins que les 350 postes supplémentaires budgétés. Mais le gestionnaire du réseau ferré français « a produit plus avec moins de gens », a-t-il assuré, chiffrant ce gain de productivité à 380 équivalent temps plein.

Le groupe public ferroviaire a embauché 6 200 personnes en 2016, en CDI ou au statut cheminot, « ça veut donc dire que deux départs sur trois sont remplacés », ce qui place la SNCF « dans le très, très haut de la fourchette du secteur public », a affirmé Guillaume Pepy ■

## MIGRANTS

# Malte ou le sommet de l'abandon

**Le sommet européen qui s'est tenu à Malte le 3 février a été en partie consacré aux questions migratoires.**

Dans le prolongement du sommet de La Valette il y a un an, les chefs d'Etats ont décidé de confier la responsabilité à des pays du sud de la Méditerranée centrale de bloquer les migrants sur le territoire et de les renvoyer chez eux.

Tous les regards se sont tournés vers la Libye d'où partent une grande partie des migrants venant d'Afrique de l'est. Les mesures adoptées par les chefs d'Etats à l'unanimité sont le renvoi des migrants parvenus sur le sol européen vers la Libye où ils seront accueillis dans des camps, en échange de compensations financières. Par ailleurs, « il sera fait appel aux tribus dans le sud de la Libye », a déclaré le Premier ministre maltais et les moyens de garde-côtes libyens seront renforcés.

Ces mesures consacrent la volonté de l'Union européenne de tout mettre en œuvre pour faire obstacle à la venue de nouveaux exilés voulant fuir les guerres, les persécutions, la misère dans leur pays. C'est un pas de plus dans l'abandon et le reniement des valeurs et des devoirs d'accueil et d'asile que l'UE s'était elle-même fixée à sa naissance.

Cet accord a aussitôt été dénoncé par les ONG. L'ambassadeur d'Allemagne au Niger a déclaré en parlant de la Libye : « Sur une base quotidienne il y a des cas d'exécutions de migrants, de tortures, de viols, et d'abandons dans le désert ». L'hypocrisie est à son comble quand Donald Tusk ose, à l'issue du sommet de Malte, déclarer « que les plans européens seront mis en œuvre dans le respect total des droits de l'Homme ». Et la France s'est tue devant les nouveaux drames qui se préparent.

A cela s'ajoute le renforcement des frontières à l'intérieur de l'Europe, de plus en plus infranchissables, mettant à bas le principe de libre circulation. Du vrai Trump, dont beaucoup s'offusquent en Europe et en France mais ferment les yeux sur les murs anti-migrants construits sur notre sol et chez nos voisins du sud.

Heureusement, tous ne cèdent pas à des supposées peurs. « En Europe, il y a des personnes qui ne perçoivent pas ces réfugiés comme une menace mais des personnes comme elles qui ont besoin d'un accueil et d'un accompagnement » déclare Jean-François Dubost d'Amnesty international. Démonstration a été faite encore il y a quelques jours à Barcelone où 160 000 personnes sont venues réclamer « dès maintenant » des milliers de réfugiés que l'Espagne devait accueillir ; 1100 l'ont été sur les 16 000 prévus. En Allemagne, plusieurs Landers se refusent de participer à l'opération expulsion lancée par le gouvernement Merkel à l'encontre de plusieurs centaines d'Afghans vers leur pays en guerre.

En France aussi les actes de solidarité se multiplient dans les villes, avec les associations et les citoyens. La réalité est qu'il y a bien plus de capacités d'accueil au plan local que le nombre de réfugiés que la France s'est engagée à accueillir.

Le Parti communiste, nombre de ses élus et militants sont de ce combat et refusent de vivre dans une France et une Europe xénophobe et dans l'indifférence face aux drames humains de la migration. Ils font le choix de la solidarité pour un monde de paix et de justice.

La brochure qu'il vient d'éditer revient sur toutes ces questions et permet d'éclairer les enjeux des politiques migratoires et l'urgence de la solidarité ■